

Brochure n° 3026

Convention collective nationale

IDCC : 1436. – **SUCRERIES,
SUCRERIES-DISTILLERIES,
RAFFINERIES DE SUCRE**
(5^e édition. – Janvier 2004)

AVENANT N° 1 DU 26 OCTOBRE 2005
À L'ACCORD DU 14 JUIN 2005 RELATIF À LA FORMATION
À LA SANTÉ ET À LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL
NOR : *ASET0551313M*
IDCC : 1436

Entre :

Le syndicat national des fabricants de sucre de France (SNFS) ;
La chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRCSF),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;
La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;
La fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution et des services et organismes agroalimentaires et des cuirs et peaux (FAA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Cet avenant a pour objet de déterminer le champ d'application du protocole d'accord relatif à la formation, à la santé et à la sécurité au travail en date du 14 juin 2005.

Article 1^{er}

Champ d'application

L'accord ci-dessus référencé est applicable entre :

- d'une part, les employeurs membres du syndicat national des fabricants de sucre de France et les employeurs de la chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRF) ;
- d'autre part, les salariés (ouvriers, employés, agents techniques, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres) occupés dans des sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre établies sur le territoire métropolitain.

Il s'applique également aux salariés occupés dans les établissements annexés aux entreprises visées ci-dessus et ayant un caractère nettement secondaire par rapport à l'objet principal de l'activité de l'entreprise.

Il ne s'applique pas au personnel relevant des exploitations agricoles des sucreries et sucreries-distilleries.

Publicité de l'accord :

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et au greffe du conseil de prud'hommes.

Fait à Paris, le 26 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)